

Référendum catalan : le gouvernement castillan se fourvoie

Quand Mariano Rajoy a expliqué il n'y a « pas eu de référendum d'auto-détermination en Catalogne » et que « l'état de droit a prévalu », il a raison. Il n'y a pas eu de référendum valide, puisque les bulletins de vote ont été saisis, qu'un grand nombre de bureaux ont été fermés, que cette consultation était illégale au regard du droit espagnol qui, jusqu'à nouvel ordre, s'applique en Catalogne et l'état de droit l'a donc emporté. On comprend que le chef du gouvernement s'en réjouisse mais, politiquement parlant, il s'est fourvoyé.

L'autonomie des provinces espagnoles est inégale : le Pays Basque peut disposer de sa propre collecte d'impôts et reverser une quote-part à l'état, la Catalogne reverse l'intégralité de son impôt au gouvernement castillan, qui reversera une partie de cette collecte au gouvernement régional. Cela justifiait la tenue du référendum. N'oublions pas non plus que la constitution espagnole indique qu'il s'agit d'un royaume, et que le roi est « Roi de toutes les Espagnes ».

On peut aussi comparer cette consultation à celle tenue en Ecosse, en plein Brexit, et le gouvernement britannique ne s'y est pas opposé : il y a eu bataille d'idées, dont une par exemple sur le fait que l'Ecosse dispose des réserves pétrolières en mer du Nord. Le résultat a fait que l'Ecosse est restée dans le Royaume.

On peut enfin comparer l'attitude des gouvernements centraux entre Irak et Espagne, sur les référendums respectifs en Catalogne et au Kurdistan. Force est de constater qu'il est tellement plus facile de taper sur des petits vieux désarmés que sur des Kurdes suréquipés... Deux attitudes différentes.

Politiquement, le bilan de cette journée espagnole est catastrophique. La police nationale a tiré des balles en caoutchouc, ce n'est pas rien, sur des gens qui ne faisaient que voter. Elle les a matraqués. Des personnes âgées ont été blessées. Des urnes ont été subtilisées par cette même police. Entre les hélicoptères dans le ciel, le déploiement de forces et les nombreux blessés, la Catalogne a vécu une telle journée d'affrontement avec le pouvoir central qu'une cassure s'est opérée, hier, en Espagne. Il y aura un avant et un après 1^{er} octobre 2017 : ces violences qui étaient le fait du gouvernement espagnol ont toutes chances d'avoir fait basculer de nombreux indécis et nombre d'adversaires d'une sortie de l'Espagne dans le camp de l'indépendance. Le nombre des indépendantistes a sûrement progressé hier. L'indépendantisme catalan, forcément, s'est radicalisé : voyez la position de Gérard Piqué, international de football et défenseur du Barça. Il ne sera maintenant pas facile de recoudre les morceaux puisque la satisfaction arrogante de M. Rajoy est irritante pour les Catalans et que Carles Puigdemont, le chef du gouvernement catalan, n'a pas attendu pour dire que « la Catalogne avait gagné le droit d'avoir un état indépendant ».

L'Union Européenne sera peut-être, un jour, une union des régions mais pas avant qu'elle ne soit elle-même un état fédéral. L'éclatement des 27 pays qui la composent aujourd'hui ne pourrait mener qu'à son délitement.

En tant qu'altermondialiste, on ne peut pas soutenir les initiatives des peuples à se séparer, à se défier. En tant qu'écologistes, si cela contribue à une relocalisation de l'économie, ce ne peut être que favorable. L'erreur de Macron aura été de soutenir le violent gouvernement Rajoy sans se préoccuper de ce que cela pouvait présager comme atteinte aux droits de l'homme. Ni droite, ni gauche, disait-il ? Bien à droite tout de même...